

Plus de 350 000 souverainistes n'ont pas voté en 2003

**Conférence de M. Gérald Larose
12 novembre 2006**



Nous vous présentons ici un résumé des propos tenus par M. Gérald Larose lors d'une rencontre organisée par la Société Saint-Jean-Baptiste locale Les Trois-Coteaux en collaboration avec le Comité de la souveraineté de la SSJB de la Mauricie.

On est ici ce dimanche matin entre gens épris d'un objectif commun. Je n'ai pas l'impression de devoir dérouler tout le rouleau pédagogique à savoir d'où on vient et où on s'en va. On a un bon bout de chemin de fait dans cette assemblée.

Il est bon de questionner où on en est, où on s'en va. J'ai lu et relu les 10 questions que vous m'avez envoyées et elles traduisent 3 sentiments : de l'inquiétude, des interrogations et de l'impatience. Je pense qu'on est tous habités par ces trois sentiments. C'est normal. On n'est jamais sûr de quoi que ce soit sur ce qu'on fait, mais sur la moyenne portée, le 12 novembre 2006, je suis convaincu qu'on s'en va quelque part.

Il y a beaucoup de travail fait mais il en reste beaucoup à faire. Mais je suis passablement convaincu qu'il y a moins à faire que ce qui a été fait. Il y a des grands motifs d'espoir.

Je voudrais d'abord vous rassurer sur la souveraineté, il s'en débat énormément à travers l'actualité. J'ai à discuter des fois avec les membres du Conseil de la souveraineté; on me dit que le Conseil n'a pas la notoriété ni les moyens qu'il devrait avoir, mais je leur dis qu'il n'y a pas que le Conseil, que le MNQ, que le Parti Québécois, il y a quand même une actualité qui alimente le projet.

À voir le débat sur la nation québécoise au Parti Libéral du Canada qui n'est signé par personne, c'est très bon pour clarifier des situations, mais rien qu'au niveau de l'actualité, c'est un petit bijou qui éclaire je dirais la « difficulté honteuse ». C'est un grand mot en philosophie, mais c'est pour dire qu'il y a

une contradiction de base dans la société canadienne au niveau même des essences entre au moins deux grands ensembles : Québec — Canada. Et c'est non seulement une difficulté, c'est une contradiction.

Il y a, ou bien pas suffisamment de pays dans cet ensemble-là, ou il y a trop de nations, mais il y a quelque chose qui ne marche pas. Je trouve que les libéraux fédéraux sont en train de nous l'expliquer à travers ce qui leur appartient, ça nous aide beaucoup.

Une deuxième actualité : diffusé la semaine dernière à la radio de Radio-Canada, il y a eu débat à l'UQAM où cinq questions ont été posées aux nationalistes d'aujourd'hui. Je n'y ai pas participé, j'y ai assisté. La question nationale occupe et habite la classe intellectuelle.

Un autre exemple, vous connaissez l'opération GESCA? La page éditoriale très costarde, militante, de plus en plus sectaire, même méprisante, ça illustre aussi quelque chose.

Ceux qui sont payés, rémunérés pour produire le commentaire fédéraliste, là il faut qu'ils livrent la marchandise, parce qu'ils sentent fort bien que tout ça est en train de glisser tranquillement pas vite.

J'ai commis un texte qui s'est appelé La rupture tranquille, un clin d'œil à la Révolution tranquille pour l'avant-dernière élection au fédéral, où j'essayais de constater qu'y compris dans le comportement électoral, le Québécois congédie l'élite fédéraliste. La base du projet de la souveraineté au plan électoral se consolide. On partirait un référendum aujourd'hui, on part au bas mot avec 8 points de plus que le dernier. Les conditions sont plutôt favorables.

Autre actualité, on a célébré le 25^e anniversaire de La nuit des longs couteaux, le 20^e anniversaire de l'Accord du Lac Meech, le 15^e anniversaire du référendum de Charlottetown. Donc, une série d'anniversaires qui sont des occasions de rappeler le rapport Canada—Québec.

Dans ce rapport, je pense qu'il faut souligner que, dans toute l'histoire du Canada, la reconnaissance de la nation québécoise, d'abord la nation canadienne-française, a reposé jusqu'à maintenant sur la négation du caractère national des français d'Amérique. Le débat au Parti Libéral du Canada n'est rien d'autre.

Quand on essaie de nous faire accroire que c'est une question de temps, de mots, on veut trouver d'autres mots pour les user, pour ne pas dire la chose. Parce que l'histoire du Canada ça toujours été pour ne pas dire la chose. Pourquoi ne pas dire la chose, c'est tout simple, en 2010, il y aura encore moins de Canadiens qui veulent reconnaître la nation québécoise qu'en 1993 ou qu'en 1990. Soixante-douze pour cent des Canadiens ne veulent rien savoir des Québécois.

Vous pensez qu'il y aura un leader fédéraliste qui se lèvera pour promouvoir la reconnaissance de la nation québécoise? Jamais de la vie, ils nous mentent, ce sont des menteurs parce que c'est une impossibilité objective. M. Rae, c'est un menteur, M. Ignatieff, vient de découvrir que dans sa cour, il y en a 72% qui disent non, donc ils vont trouver moyen de ne jamais reconnaître la nation québécoise. Notre ami Stéphane, lui au moins, a la vertu d'être clair, il ne veut rien savoir. Il nous donne la clef d'interprétation.

Toujours dans l'actualité, il y a deux rendez-vous où sera nécessairement abordée la question nationale : les élections canadiennes et les élections à venir au Québec.

Il y a aussi quelques hors d'œuvres, le déséquilibre fiscal, on va y revenir, aussi sur la capacité du Québec d'assumer ses responsabilités. Il y a Béchard, Ambrose, Kyoto, Nairobi, nos 40 seconds... Il y a

aussi les décisions administratives courantes du Québec, les travailleurs de la forêt, le 400^e de la Ville de Québec qui est contrôlé de A à Z par les fédéraux, etc.

Notre rôle est que chacun de ces enjeux doit être analysé à la lumière de la souveraineté ou de l'indépendance du Québec. Il y a plusieurs enjeux actuellement, certains complexes, d'autres moins. J'insiste beaucoup sur tous ceux qui ont à intervenir publiquement, ils doivent d'abord réfléchir sur ce que ces enjeux seraient si on était souverain, ce serait quoi la différence.

Le premier enjeu : la mondialisation

On parle souvent de la mondialisation, elle est le résultat d'un certain nombre de décisions de différentes nations. Des pays abandonnent leurs responsabilités pour les remettre au niveau international.

Ceux qui sont pour la mondialisation actuellement sont les mieux nantis, les néolibéraux.

La mondialisation ne banalise pas la souveraineté, elle l'exige.

La mondialisation est actuellement libérale, elle est une mise en compétition de tous les systèmes de production et de protection sociale. On ouvre le jeu pour mettre en compétition chacun des systèmes. Et puis les grands décideurs économiques veulent que les règles leur permettent de se promener partout pour se magasiner les meilleures conditions pour faire leurs affaires. C'est l'enlignement grosso modo de la mondialisation néolibérale.

Même si on était d'accord avec cette mondialisation, ceux qui s'en tirent le mieux, ce sont les petits pays qui peuvent se retourner vite sur l'ensemble de leur réalité pour ne pas se faire ramasser, des pays comme la Suède, la Norvège, l'Islande. Des pays nordiques, dont la langue n'est pas nécessairement universelle, qui au plan des politiques sociales sont des plus avant-gardistes. Sur ce plan, la souveraineté est nécessaire.

Je suis toujours surpris de cette classe dominante fédéraliste qui demande toujours qu'on rationalise (qu'on diminue). Quand je leur dis que justement, un seul gouvernement pour centraliser tout, je ne sais pas pourquoi, curieusement, ils ne veulent pas.

Je suis plutôt d'une autre mondialisation, ouverte, pour qu'on puisse multiplier les apports entre les petites nations pour faire en sorte de changer les règles internationales. Mais quand on parle de l'exploitation des ressources naturelles et des populations de la planète et que cette exploitation signifie une dégradation, je dis qu'on s'en va sur un mur.

Vous savez que si les Indiens de l'Inde et les Chinois de Chine avaient le niveau de consommation des États-Unis des États-Unis, il faudrait 7 planètes.

La mondialisation libérale met de l'avant le même modèle de développement que celui qu'on a en Amérique du Nord, on va étouffer, on s'en va sur un mur, on n'aura pas assez de ressources, on va vers des guerres. Le niveau de production pour un niveau de surconsommation, c'est une impossibilité matérielle.

Un autre enjeu, celui de la démographie

On ne fait pas assez de bébés. Il nous faut ouvrir les portes pour avoir des immigrants qui, soit dit en passant, sont une richesse. Les immigrants qui arrivent ici, on n'a rien dépensé pour leur formation, matériellement c'est de la richesse qui nous arrive.

Dans le régime actuel, il nous en faudrait entre 45 000 et 50 000 par année. On en retient environ 28 000. On est nettement en dessous de la barre nécessaire pour maintenir notre capacité de produire des biens de consommation et de services, et maintenir le niveau de consommation dans le modèle dans lequel on est. Il faudrait être capable de multiplier ça par deux. D'où une régression de la démographie qui met une pression sur le patrimoine économique que l'on a.

Comment on peut améliorer la venue et la rétention, c'est-à-dire de retenir les immigrants?

Ma conclusion est très claire. À la suite d'études auxquelles j'ai participé, on ne peut plus, avec les dispositifs qu'on a, faire davantage que ce que l'on fait, et encore là c'est un peu différent. Parmi les immigrants adultes, la moitié vont du côté anglais. Là où on est un peu plus performants, c'est du côté des jeunes qui passent par l'école française.

Mais je ne vois pas comment on pourrait améliorer nos dispositifs pour faire en sorte qu'il en vienne plus, parce que : les immigrants quand ils viennent, ils viennent au Canada, même qu'ils viennent en Amérique du Nord. C'est tout à fait normal, et on a suffisamment voyagé pour le voir. Par exemple, si tu arrives de l'Amérique du Sud, de la Russie ou d'un autre pays sur la carte, c'est quand même au Canada que tu immigrés, donc ta polarisation se fait par le Canada, tu es recruté par le Canada, tu arrives au Canada, tu es accueilli au Canada. Donc mentalement, en tant qu'immigré, tu vis une expérience où tu renonces à tes racines et tu vas les faire pousser ailleurs, au Canada, en Amérique du Nord.

Les immigrants arrivent au Québec, constatent qu'on parle français, mais c'est un détail parce que, instinctivement, ils se donneront des outils pour rayonner en Amérique du Nord. Ils vont nécessairement choisir l'anglais.

Le Québec actuel est une ambiguïté juridiquement, constitutionnellement, politiquement, culturellement. Alors dans l'ambiguïté, tu choisis la façon sûre. La seule façon de changer ça, c'est de faire un pays. Les gens qui seront recrutés par le Québec seront accueillis par le Québec, en français. Ça changera aussi l'origine de l'immigration qui viendra sûrement des terres latines, françaises. Ils feront leur choix en toute connaissance de cause, ils auront choisi le Québec, ils sauront que leur avenir au Québec sera en français. Mais ça ne les empêchera jamais d'apprendre l'anglais. Mais leur avenir ici au Québec sera en français. C'est la seule manière de régler le problème.

Comme la mondialisation, au plan de la démographie, la souveraineté fera toute la différence. Elle ne sera pas facile mais en bout de ligne, la rétention sera beaucoup plus importante que un sur deux, et nous pourrons en inviter beaucoup plus que 45 000, l'idéal serait de 60 à 70 000 par année.

Le troisième enjeu : les services publics

Je lis tous les jours André Pratte, Alain Dubuc. Une des thèses d'André Pratte pour essayer de contrer l'argumentation souverainiste, est que le Québec a toutes ses juridictions dont l'éducation, les hôpitaux, la culture, la main d'œuvre, etc. Je dis oui, mais le Québec gère 50% de son portefeuille. La responsabilité est totalement nôtre mais avec 50% des ressources financières.

Un exemple, les infrastructures et le viaduc qui tombe. Le fédéral privilégie systématiquement les nouvelles affaires, les nouvelles routes, les nouvelles autoroutes, les nouveaux viaducs, etc. Ça fait beaucoup plus glamour de couper un ruban sur un nouveau viaduc que d'en couper un sur un viaduc que tu remontes. Mais quand tu es obligé d'assumer ces responsabilités avec les critères de l'autre, ça finit par faire des folies.

L'éducation, un domaine que je connais un peu plus. Actuellement, au niveau universitaire, il y a des chaires de recherches du Canada qui sont toutes financées temporairement, cela tombera aux mains du Québec dans deux ou trois ans, et c'est comme ça sur toute la ligne.

On ne peut pas planifier une recherche et du développement au Québec pour une longue période parce que les infrastructures sont planifiées de façon temporaire. On va payer ce que ça coûte et on va générer des dettes, toutes les universités sont endettées. On marche toujours avec la moitié de notre budget.

Alors dans les services publics, le fédéral met en place ce qui est intéressant pour lui et laisse au Québec le fardeau de maintenir les services avec la moitié des ressources. Il faut pouvoir décortiquer tous les enjeux à la lumière de la souveraineté, à la lumière de l'indépendance du Québec.

Un autre exemple : il y a deux CHUM, anglais (McGill) et français (Montréal). Pourquoi deux CHUM? On est encore dans le vieux Canada français, il y a un réseau public français et un réseau public anglais. Mais il semble que le Québec de demain est de plus en plus un Québec non canadien-français. Le Québec canadien-français, c'est le Québec ethnique.

Le Canada a toujours voulu qu'on fonctionne sur des bases ethniques, il y avait les Canadiens anglais et il y avait les Canadiens français. Depuis les États généraux du Canada français de 1967-1968, on a décidé que c'était fini ça. On a dit il n'y a pas d'avenir pour les Canadiens français en dehors du Québec parce que c'est là qu'il y a la masse critique, 80%, qu'il y a un État français. À partir de ça, le Québec est devenu une nation plurielle, une nation où il y a plusieurs composantes, mais la langue et la culture sont françaises. Donc, les CHUM de l'avenir devront être complets et en fonction de cette réalité.

Mais il y aura deux CHUM! C'est 4 milliards de dollars. En plus, pour qu'ils soient plus fonctionnels, ni l'un ni l'autre n'aura toutes les spécialités. On aura deux hôpitaux méga-incomplets. Et vous pensez qu'il y aura entente entre McGill et Montréal? Non mais, il n'y a même pas d'entente entre Saint-Luc et Notre-Dame. Ils nous disent n'importe quoi. C'est nous qui paierons pour ce vieux modèle, ce vieux combat. Si on était indépendant, un hôpital suffirait, et on y parlerait français, anglais, espagnol, arabe, etc. parce qu'on n'aurait pas peur. Ce n'est pas vrai que dans nos champs de compétence, la souveraineté ne ferait pas la différence.

La francophonie canadienne

La semaine dernière, on est retourné 20 ans en arrière. On a réintégré la francophonie canadienne. On est dans le mensonge par-dessus la tête. Le sort des Canadiens français et des Québécois, c'est deux réalités. Et on va s'appuyer les uns les autres sur la base d'une reconnaissance de la réalité différente des uns des autres.

La situation des francophones hors Québec est totalement différente de la nôtre. Je dirais sans qu'on puisse en vouloir aux Canadiens français, eux ils ont besoin d'une charte canadienne-française pour survivre parce que leur assimilation a lieu. Depuis la Loi des langues officielles de Trudeau en 1969, loin de ralentir, l'assimilation s'est accélérée par trois. Soixante pour cent des parents qui auraient le droit d'envoyer leurs enfants à l'école française là où elle existe, ne le font pas. Ça n'intéresse personne d'être

marginal. Tout le monde veut s'intégrer. Les francophones veulent parler anglais sans accent. Tous les noms français au Canada ont été anglicisés. Parce que le règne du mépris a une longue tradition, donc les gens se sont assimilés. C'est dommage.

Alors, quand Charest propose de réintégrer la francophonie canadienne pour qu'on redevienne les leaders, c'est un double jeu pour lui. Ça veut dire qu'on les met en tutelle et qu'ensuite on ne puisse leur dire qu'on veut s'en aller. Alors qu'on pourrait bien mieux les aider en étant respectueux de leur autonomie et qu'eux puissent nous aider en étant respectueux de notre propre autonomie.

La situation du camp fédéraliste

Le camp fédéraliste a fait sa révolution. Son Canada, il l'a profondément rénové. Ça a donné la Constitution de 1982. Il n'y aura pas de révolution au Canada. Ce Canada de 1982, c'est la disparition des thèses des peuples fondateurs. Ce Canada repose sur des individus à qui on reconnaît les mêmes droits (théoriques), les uns en français, les autres en anglais. Curieusement, les droits des Canadiens anglais sont des institutions, les autres doivent aller en cour suprême pour se faire reconnaître.

Quand ils nous racontent qu'ils vont changer le Canada, c'est faux. On ne fait pas trois révolutions dans un pays. Tout est verrouillé, Trudeau l'a dit lui-même, c'est bon pour 1 000 ans. Car les formules d'amendements rendent impossibles toutes transformations.

Pour en revenir à la situation du camp fédéraliste, le jour où ils vont reconnaître la nation québécoise, ce sera le jour où elle sera insignifiante. En 2076, il se peut qu'ils reconnaissent la nation québécoise parce qu'elle aura été folklorisée.

Le discours fédéraliste est totalement épuisé, il n'y a aucune revendication qui a été faite en termes de modification à la Constitution. C'est mort, tout ce qui leur reste, c'est de combattre l'alternative qui est la souveraineté.

Les nouveautés

La première nouveauté, c'est la situation du camp souverainiste. Je l'ai dit au début, il y a une base qui se consolide. On part aujourd'hui mieux équipés, plus nombreux qu'on pouvait l'être au moment où on est parti la dernière fois.

Deuxième nouveauté, nouvelle formation politique comme le Québec Solidaire. Il y en a pour qui ça pose un problème électoral. Mais ce qui est intéressant c'est qu'un autre parti politique soit dans la même arène, c'est la preuve que la souveraineté n'appartient pas, n'est pas la propriété privée d'un seul parti. Ça change la portée du message.

La troisième nouveauté, il y a renouvellement du leadership. On peut ne pas être d'accord mais que le chef du Parti Québécois soit d'une autre génération, c'est nouveau. C'est le projet de toutes les générations. Chez les jeunes, ils ne font pas le combat à notre façon mais il y a une puissance tranquille. Quand on pose la question, c'est clair. Ils n'en font pas un combat aussi visible, mais il y a une orientation de base très majoritairement du bon côté.

Les défis à relever

1^{er} défi : mettre la souveraineté à l'ordre du jour lors des élections

Dans le cadre des élections au Québec en 2003, 350 000 souverainistes n'ont pas voté. Aller voter pour porter au pouvoir un parti qui ne peut gérer la moitié de la business, le Québec en tant que province? Alors il y a beaucoup plus de souverainistes que de libéraux qui ne votent pas lorsque l'enjeu n'est pas central. Aux dernières élections, les libéraux ont eu 12 000 voix de plus qu'à l'élection précédente alors que le PQ en a eu, si mon souvenir est bon, 385 000 de moins. Pour les élections, si c'est pour la gouvernance, les gens vont passer leur tour et quand ce sera sérieux, ils iront voter.

2^e défi : discuter du fond de la question nationale

La stratégie Harper—Charest : c'est clair que leur avenir est d'essayer de réduire le projet de la souveraineté et de l'indépendance à de la mécanique, un référendum, pas de référendum, etc. Un des enjeux est de ne pas se faire placer sur la défensive mais de réussir à discuter du fond des questions.

3^e défi : « départisaner » le projet

Il faut réenclencher le mouvement social dans le projet de la souveraineté parce qu'il faut que le projet soit porté non seulement par les partis politiques mais par la société civile à travers ses organisations. Nous avons des expériences historiques sur ce sujet et il faut les remettre en route.

4^e défi : cesser le recyclage des symboles

Le 400^e anniversaire de la Ville de Québec aura lieu en 2008 et c'est ce qui m'amène à vous parler du recyclage des symboles. Le gouvernement canadien fait l'effort d'acheter systématiquement des symboles sur l'ensemble du territoire canadien et surtout des symboles québécois. Ceci c'est sans compter les sommes faramineuses que ce gouvernement a injectées dans la fabrication de symboles. Si les symboles n'étaient pas si importants, il n'y aurait pas eu le scandale des commandites. Le quatrième défi c'est que ce recyclage doit cesser.

Le Conseil de la souveraineté

Le Conseil de la souveraineté est une petite organisation de bénévoles dont le plan est d'alimenter le débat public. Il y a aussi un plan de visibilité pour que l'organisme connaisse un certain rayonnement, la mise sur pied des tables de concertation régionales pour que lorsque nous serons dans les grandes manœuvres, les gens et les organismes puissent travailler ensemble ainsi que la production d'argumentaires.

Il y a dix jours, il y a eu la première rencontre des grandes organisations pour qu'il y ait une coordination afin d'en arriver à terme avec un plan qui serait porté par l'ensemble des organisations. Il y avait là les trois partis politiques, les deux grandes centrales syndicales, l'Union des écrivains, la Fédération des femmes, le Mouvement national des Québécoises et Québécois et la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

Nous nous sommes entendus pour que le Conseil produise un document pour réenclencher les organisations dans le mandat de la souveraineté du Québec. Donc un document pour provoquer une nouvelle réflexion à l'intérieur des organisations pour que celles-ci aillent se chercher des mandats pour en arriver à une façon commune et coordonnée de travailler pour la souveraineté.

Je vais m'arrêter là, mais j'aurais pu vous parler en plus de l'environnement, du développement régional, du sort de la capitale nationale, de la militarisation, du déséquilibre fiscal.
